

Lexique des notions clés

27 notions - Droit , éthique et responsabilité

Catégories

Fil rouge du cours (1 notion)

Conformité & Réglementation (9 notions)

Droits & Libertés (4 notions)

Gouvernance juridique (5 notions)

Responsabilité (3 notions)

Secteurs régulés (3 notions)

Souveraineté & Dépendance (2 notions)

Glossaire - ordre alphabétique

AI Act - *Conformité & Réglementation*

Réglementation européenne sur l'IA (en vigueur depuis août 2024) classifiant les systèmes d'IA par niveau de risque et imposant des obligations proportionnelles : interdiction, haut risque, risque limité, risque minimal.

A noter : Quatre niveaux. Les usages RH, santé, crédit et éducation sont classifiés haut risque et soumis à des obligations renforcées d'audit, de documentation et de supervision humaine.

Algorithme de décision automatisée - *Responsabilité*

Système qui prend ou influence des décisions sans intervention humaine directe, à partir de données et de règles préétablies.

A noter : Toute décision automatisée impactant une personne doit pouvoir être expliquée et contestée. C'est une obligation légale sous le RGPD et l'AI Act.

Anonymisation - *Conformité & Réglementation*

Processus irréversible de suppression de tout lien entre une donnée et la personne qu'elle concerne. Une donnée anonymisée sort du champ du RGPD.

A noter : À distinguer de la pseudonymisation qui est réversible. L'anonymisation complète est difficile à garantir avec des modèles d'IA avancés.

Charte IA - *Gouvernance juridique*

Document interne qui définit les règles d'usage de l'IA dans une organisation : cas d'usage autorisés et interdits, responsabilités, supervision humaine, sanctions.

A noter : Premier outil managérial concret pour encadrer le déploiement de l'IA. De plus en plus exigée par les directions juridiques et les comités de conformité.

Cloud Act - *Souveraineté & Dépendance*

Loi américaine (2018) autorisant les autorités US à accéder aux données détenues par des opérateurs américains, même si les serveurs sont situés hors des États-Unis.

A noter : Des données hébergées chez AWS, Azure ou Google Cloud peuvent être requises par le gouvernement américain sans notification préalable. Ce n'est pas qu'un sujet politique - c'est une responsabilité juridique.

Conformité (Compliance) - *Conformité & Réglementation*

Respect de l'ensemble des obligations légales, réglementaires et normatives applicables à une organisation dans ses usages de l'IA.

A noter : La conformité n'est pas une contrainte administrative - c'est un outil de décision qui conditionne ce qui est possible. Un projet non conforme n'est pas abandonné, il est recadré.

Consentement - *Conformité & Réglementation*

Base légale du RGPD permettant le traitement de données personnelles lorsque la personne concernée a donné son accord libre, éclairé, spécifique et univoque.

A noter : Le consentement doit couvrir l'usage précis. Entraîner un modèle sur des données RH collectées à d'autres fins sans nouveau consentement constitue un détournement de finalité.

DORA - *Secteurs régulés*

Digital Operational Resilience Act. Règlement européen en application depuis janvier 2025 imposant aux institutions financières des exigences strictes de résilience opérationnelle numérique.

A noter : Couvre les banques, assurances et sociétés d'investissement. Impose l'audit des prestataires IA, des tests de résilience et une gouvernance renforcée des risques informatiques.

DPO - Délégué à la Protection des Données - *Gouvernance juridique*

Rôle obligatoire pour les organisations traitant des données personnelles à grande échelle. Garant de la conformité RGPD en interne, interlocuteur de la CNIL.

A noter : Tout projet IA impliquant des données personnelles doit être soumis au DPO avant lancement. L'ignorer expose l'organisation à des sanctions et le manager à une responsabilité personnelle.

Droit à l'explication - *Droits & Libertés*

Droit de toute personne impactée par une décision automatisée d'obtenir une explication sur la logique et les critères utilisés par le système d'IA.

A noter : Obligation légale sous le RGPD (article 22) et renforcée par l'AI Act pour les systèmes à haut risque. Question centrale : comment expliquer une décision prise par un modèle que l'on ne comprend pas soi-même ?

Droit à l'oubli - *Droits & Libertés*

Droit d'une personne de demander la suppression de ses données personnelles des systèmes d'une organisation, y compris des modèles d'IA entraînés sur ces données.

A noter : Difficile à mettre en oeuvre pour les modèles d'IA. Comment 'oublier' une donnée d'un modèle déjà entraîné ? Un problème technique et juridique non encore résolu.

Finalité - *Conformité & Réglementation*

Principe du RGPD imposant que les données personnelles ne soient collectées que pour des objectifs précis, explicites et légitimes, et ne soient pas utilisées de façon incompatible avec ces objectifs.

A noter : Utiliser des données clients collectées pour la facturation pour entraîner un modèle de recommandation constitue un détournement de finalité illégal.

HDS - Hébergement de Données de Santé - *Secteurs régulés*

Certification obligatoire en France pour toute organisation qui héberge, traite ou exploite des données de santé à caractère personnel.

A noter : Un projet IA sur des données patients sans hébergeur certifié HDS est illégal en France. Les données de santé constituent la catégorie la plus protégée du RGPD.

IA à haut risque - *Conformité & Réglementation*

Sous l'AI Act, systèmes d'IA déployés dans des domaines sensibles (RH, santé, crédit, éducation, infrastructure critique, justice) soumis à des obligations renforcées d'audit et de supervision.

A noter : Avant tout déploiement : évaluation de conformité, documentation technique, inscription au registre européen, supervision humaine obligatoire. Ces cas d'usage sont exactement ceux dans lesquels vous allez travailler.

IA interdite - Conformité & Réglementation

Sous l'AI Act, systèmes d'IA dont le déploiement est strictement interdit sur le territoire européen en raison du risque inacceptable qu'ils représentent.

A noter : Exemples : notation sociale généralisée des citoyens, manipulation cognitive subliminale, reconnaissance biométrique en temps réel dans l'espace public (sauf exceptions sécurité nationale).

Minimisation des données - Conformité & Réglementation

Principe du RGPD imposant de ne collecter et traiter que les données strictement nécessaires à la finalité déclarée. Toute donnée supplémentaire constitue une exposition juridique.

A noter : Contre-intuitif dans le contexte de l'IA où 'plus de données = meilleur modèle'. La minimisation impose une discipline de sélection rigoureuse avant tout projet.

Privacy by Design - Gouvernance juridique

Principe imposant d'intégrer la protection des données personnelles dès la conception d'un système ou d'un projet, et non en correction a posteriori.

A noter : Obligation légale sous le RGPD (article 25). En pratique : consulter le DPO dès le cadrage du projet IA, pas après le développement.

Propriété intellectuelle et IA - Droits & Libertés

Ensemble des droits relatifs aux créations intellectuelles appliqués aux contenus générés par ou avec l'IA, ainsi qu'aux données utilisées pour entraîner les modèles.

A noter : Qui est l'auteur d'un texte co-écrit avec ChatGPT ? Le contenu produit par une IA est-il protégeable ? Ces questions ne sont pas encore tranchées définitivement par le droit.

Pseudonymisation - Conformité & Réglementation

Traitement réversible des données personnelles permettant de ne plus les attribuer directement à une personne sans information supplémentaire. Les données pseudonymisées restent dans le champ du RGPD.

A noter : A distinguer de l'anonymisation qui est irréversible. La pseudonymisation réduit les risques mais ne dispense pas des obligations RGPD.

Registre des traitements - Gouvernance juridique

Document obligatoire sous le RGPD recensant l'ensemble des traitements de données personnelles réalisés par une organisation : finalité, données traitées, durée de conservation, destinataires.

A noter : Tout projet IA impliquant des données personnelles doit être inscrit au registre. C'est le premier document demandé en cas de contrôle CNIL.

Responsabilité algorithmique - Responsabilité

Obligation pour une organisation de rendre compte des décisions prises ou influencées par ses systèmes d'IA, d'en assumer les conséquences et de mettre en place des mécanismes de correction.

A noter : La responsabilité ne se délègue pas au modèle. L'organisation qui déploie et le manager qui signe restent responsables des décisions produites - y compris des erreurs.

RGPD - *Conformité & Réglementation*

Règlement Général sur la Protection des Données. Règlement européen (2018) encadrant la collecte, le traitement et la conservation des données personnelles des résidents européens.

A noter : Sanctions jusqu'à 4% du chiffre d'affaires mondial. Avant tout projet IA impliquant des données personnelles : vérifier la finalité, le consentement et la durée de conservation.

SecNumCloud - *Souveraineté & Dépendance*

Certification délivrée par l'ANSSI attestant du niveau de sécurité et de la non-dépendance à des acteurs étrangers d'un prestataire de services cloud.

A noter : Référence pour les organisations souhaitant héberger des données sensibles sur un cloud souverain. Scaleway, OVH, Bleu (Microsoft) et Sens (Google) sont parmi les acteurs certifiés ou en cours.

Secteurs régulés et IA - *Secteurs régulés*

Secteurs disposant de cadres réglementaires spécifiques qui s'ajoutent au RGPD et à l'AI Act : santé (HDS), finance (DORA, ACPR), énergie, transport, défense, secteur public.

A noter : Travailler dans un secteur régulé signifie naviguer entre plusieurs couches de conformité simultanément. Le manager doit connaître le cadre sectoriel de son organisation avant tout projet IA.

Supervision humaine - *Responsabilité*

Obligation légale pour les systèmes d'IA à haut risque de maintenir un contrôle humain effectif sur les décisions produites, avec capacité d'intervention et d'interruption.

A noter : La supervision humaine n'est pas symbolique. Elle implique que l'humain comprend la décision, peut la contester et dispose d'un 'kill switch' en cas de dérive du modèle.

Traçabilité - *Gouvernance juridique*

Capacité à retracer l'historique complet d'une donnée ou d'une décision produite par un système d'IA : origine des données, transformations subies, résultats produits.

A noter : Obligation pour les systèmes à haut risque sous l'AI Act. Sans traçabilité, impossible de prouver la conformité en cas de contrôle ou de litige.

Transparence algorithmique - *Droits & Libertés*

Obligation d'informer les utilisateurs de l'existence et du fonctionnement d'un système d'IA, notamment lorsqu'il produit des décisions ou génère du contenu les concernant.

A noter : Obligation légale sous l'AI Act pour les systèmes à risque limité (chatbots, deepfakes). Le silence sur l'usage de l'IA constitue une violation réglementaire.

Valeur x Risque x Dépendance - *Fil rouge du cours*

Grille d'analyse du cours pour évaluer tout outil ou projet IA selon trois dimensions simultanées : la valeur créée, le risque juridique et opérationnel exposé, la dépendance induite.

A noter : En séance 4, le risque prend une dimension juridique concrète. RGPD, AI Act, responsabilité managériale - ce sont les composantes du risque que tout manager doit évaluer avant de signer.